

Déclaration du Gouvernement révolutionnaire

Image not found or type unknown



Voilà soixante ans, les États-Unis décidaient d'appliquer formellement à Cuba leur blocus criminel

Le Gouvernement révolutionnaire dénonce le blocus économique, commercial et financier que les Etats-Unis ont appliqué formellement à Cuba depuis maintenant, jour pour jour, soixante ans, puisque c'est le 3 février 1962 que le président John F. Kennedy a émis la Proclamation 3447 qui décrétait un « embargo » total du commerce avec notre pays, dans le cadre de la section 620 (a) de la loi d'Aide extérieure, ce qui conférait un caractère officiel aux actions agressives que les Etats-Unis avaient engagées unilatéralement à compter du triomphe de notre Révolution.

Dès lors, la politique d'encerclement et d'asphyxie économique s'est consolidée comme axe d'une stratégie qui vise à interdire aux Cubains d'exercer leur droit légitime de défendre leur souveraineté et de forger un projet de libération hors de la domination impérialiste.

La principale justification que les Etats-Unis ont avancée à l'époque pour imposer cette mesure était notre relation avec les pays socialistes, laquelle portait censément atteinte aux « principes du système interaméricain », à leur sécurité et à celle du continent. Les prétextes ont varié au fil du temps, mais les objectifs sont restés les mêmes.

Ces objectifs, personne ne les mieux énoncés que Lester D. Mallory, alors sous-secrétaire d'État adjoint, dans un mémorandum daté du 6 avril 1960 : provoquer « le désenchantement et la désaffection basés sur l'insatisfaction et les difficultés économiques ... miner la vie économique de Cuba... en refusant à Cuba argent et approvisionnements afin de réduire les salaires nominaux et réels, de provoquer de la faim, du désespoir et le renversement du gouvernement. »

Le blocus a évolué pour finir par devenir la guerre économique la plus complexe, la plus prolongée et la plus inhumaine jamais livrée contre aucune autre nation. Il limite nos possibilités de développement économique, car il est conçu pour empêcher nos relations commerciales avec des pays tiers, entraver au maximum nos opérations bancaires et financières, freiner l'investissement étranger et tarir la moindre source de revenus.

Il s'agit d'une politique foncièrement extraterritoriale, qui viole le droit international, qui vise par des pressions, des chantages et des punitions à isoler Cuba et à châtier quiconque établirait des liens économiques, commerciaux et financiers avec notre pays. C'est la réincarnation pratique, en plein XXI^e siècle, de la doctrine Monroe, au nom de laquelle les Etats-Unis considèrent l'Amérique latine et les Caraïbes en propriétaires, comme leur « arrière-cour » ou leur « avant-cour ».

Le blocus n'a jamais eu le moindre atome de légitimité ou de justification morale.

Il constitue une violation massive, flagrante et systématique des droits humains de l'ensemble de la population cubaine. Il s'inscrit comme un acte de génocide aux termes de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, de 1948.

Pour le justifier et pour occulter ses effets criminels, l'administration étasunienne est contrainte de mentir, ainsi que d'orchestrer et de financer depuis Washington une campagne qui vise à inculquer l'idée que le blocus n'a aucun effet réel, qu'il ne frappe pas vraiment l'économie cubaine, qu'il ne représente pas un problème de poids pour notre développement et notre stabilité économique. Et ce mensonge pur et simple, elle le répand grâce aux puissants médias au service de l'impérialisme et aux réseaux numériques conçus pour influencer les idées de beaucoup de gens, voire de certains de nos compatriotes.

Or, les préjudices cumulés durant ces soixante ans dépassent, à prix courant, 144 413 400 000 dollars !

Qui plus est, depuis 2019, les Etats-Unis ont durci leurs mesures de coercition économique à un degré d'agressivité qualitativement supérieur, appliquant des mesures de guerre non conventionnelle, injustifiables en temps de paix, afin de priver Cuba de ses approvisionnements en carburants.

Alors que notre pays continue de combattre le Covid-19, le durcissement du blocus représente un acte d'une cruauté inouïe, car il entrave l'arrivée de dons émanant de la solidarité, restreint le développement de nos vaccins et limite nos possibilités d'acquérir des médicaments et des intrants essentiels. Tout au long de ces soixante ans, à plus forte raison durant la pandémie, le blocus a eu un coût incalculable, et plusieurs générations de Cubains l'ont senti en pleine chair.

Les avantages du système socialiste cubain et l'unité du peuple nous ont permis, malgré le blocus, d'éviter l'effondrement économique et social qu'il recherche, d'atteindre un développement humain notable, selon les indicateurs des Nations Unies, de garantir des avancées incontestables en matière de justice sociale et de transformer peu à peu notre structure économique et productive à la recherche d'un développement durable. Combien d'économies petites et sous-développées auraient-elles survécu à une agression si gigantesque ?

Cette politique d'encerclement économique suscite un rejet pratiquement unanime et universel. En plus de l'appui écrasant de l'Assemblée générale des Nations Unies à la résolution que Cuba y présente tous les ans, des personnes, des organisations et des institutions du monde entier, y compris aux États-Unis, ne cessent de protester contre le blocus et de le dénoncer.

Depuis 1959, treize présidents ont défilé à la Maison-Blanche. Et tous, nuances en plus, nuances en moins, ont appliqué rigoureusement le blocus, misant sur l'effondrement économique de Cuba et sur l'inviabilité du projet révolutionnaire. Soixante ans n'ont apparemment pas suffi à leur faire comprendre que le blocus n'a pas atteint ses objectifs et qu'il ne les atteindra pas !

Le Gouvernement révolutionnaire réclame une fois de plus, solennellement et énergiquement, au nom du peuple cubain, la levée du blocus économique, commercial et financier qu'imposent les États-Unis. Il continuera de le dénoncer d'une manière ferme et invariable aussi longtemps que durera cette politique inhumaine et illégale.

La Havane, 3 février 2022

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/284934-declaration-du-gouvernement-revolutionnaire>



Radio Habana Cuba